

# **EAU**

## **LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE ET DU SOMMET DE JOHANNESBURG :**

### **LA RÉPONSE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS, DES PROVINCES ET DES MAIRES DES VILLES**

Nous, les Présidents des Régions et des Provinces et les Maires des Villes,

#### ***reconnaissons***

qu'il appartient aux gouvernements des pays du monde développé de participer activement à la réalisation des *Millennium Development and Johannesburg Goals* (Objectifs de Développement du Millénaire et du Sommet de Johannesburg), afin de réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de personnes qui ne disposent pas d'un accès sûr à l'eau potable ni de systèmes d'assainissement appropriés.

#### ***Nous nous unissons***

à l'appel lancé, lors de la Déclaration de Johannesburg de l'été 2002, par Mikhail Gorbatchev, Président de Green Cross International et par d'autres Prix Nobel de la paix, s'adressant aux dirigeants politiques, économiques et de la société civile afin qu'ils s'activent immédiatement pour contraster la dégradation de l'environnement de la planète et afin que le genre humain tout entier puisse emprunter le chemin d'un développement durable.

#### ***Nous adoptons***

le rapport du groupe d'experts financiers sur le projet mondial Financing Water for All (Financer l'eau pour tous) d'après lequel, dans les 20-25 prochaines années, la dépense globale pour le secteur de l'eau devra être doublée, jusqu'à plus de 180 milliards de dollars par an, afin d'atteindre la pleine sécurité hydrique d'ici 2025.

#### ***Nous exprimons***

notre déception pour la Déclaration ministérielle souscrite par tous les Ministres et les chefs des délégations présents à Kyoto, au Japon, lors du Troisième Forum Mondial sur l'Eau, le 23 mars 2003, qui n'a établi aucun plan d'action pour atteindre les objectifs hydriques de 2015 ou de confirmer un engagement financier précis en matière d'eau en réponse au rapport financier. Cela vient s'ajouter au sens général de frustration dû au fait que le pourcentage moyen du PIB destiné par les pays de l'OCDE à l'Aide Publique au Développement n'atteint même pas la moitié de ce 0,7% établi par le Sommet de la Terre de 1992, et que l'APD destinée au secteur de l'eau a même diminué dans les dernières années.

### ***Nous apprécions***

les efforts en cours au niveau étatique et intergouvernemental, mais nous sommes inquiets que l'action n'avance pas assez rapidement ou ne soit pas en train d'atteindre les personnes les plus nécessiteuses. Nous sommes convaincus que la crise hydrique mondiale doit être affrontée d'urgence et de façon pragmatique, du moment qu'elle condamne des milliards de personnes à vivre en extrême pauvreté et qu'elle menace directement la paix et la sécurité.

En notre qualité de représentants directs des citoyens, nous nous engageons à renforcer une coopération décentralisée et à financer les mécanismes visant à développer et à soutenir des initiatives concrètes en matière d'eau au niveau local et régional. Ceci reflète le sentiment croissant de solidarité de nos citoyens vis-à-vis de ceux qui actuellement ne disposent ni d'eau ni de systèmes d'assainissement, ainsi que la conscience que les conflits concernant les ressources hydriques ont souvent leur origine au niveau local.

Nous croyons fermement que des initiatives bien coordonnées de type participatif au niveau local et régional en matière d'eau et de systèmes d'assainissement, pourraient avoir un impact global en termes de réduction de la pauvreté, de protection de l'environnement et de renforcement de la démocratie et de la paix.

La décentralisation de la coopération peut fournir une approche plus participative au développement, sensible aux nécessités et aux initiatives de la population. À travers une coopération directe entre les gouvernements locaux et régionaux des pays en développement et des pays développés, on peut partager efficacement les technologies et les compétences, en renforçant en même temps les institutions. L'expérience prouve que lorsque le donateur, ainsi que le bénéficiaire, sont proches d'un projet, il est plus probable que ce projet sera participatif, efficace et transparent.

La coopération décentralisée contribue à la diversification et au renforcement de la participation de la société civile et à la collaboration au processus de développement, en consolidant la démocratie et la stabilité dans les pays concernés.

La coopération décentralisée renforce la solidarité entre les peuples et notre sentiment de partage des responsabilités, tous deux vitaux pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire, concordés au niveau international.

### ***Dans ce but, nous nous engageons à :***

- Augmenter la dépense annuelle de notre région/ville en faveur de la coopération décentralisée, afin de doubler notre aide aux projets pour l'eau et les systèmes d'assainissement, d'ici 2007.
- Doubler le nombre de partenaires locaux dans notre région/ville prêts à donner leur soutien aux projets de développement pour l'eau.

- Encourager les économies d'eau et les efforts pour la réduction des gaspillages de la part des citoyens et des entreprises dans notre région/ville et à transformer les économies en projets d'assistance au développement.
- Rendre officiel le principe "de l'eau pour la vie et pour la paix" dans tous nos programmes de coopération décentralisée, en assurant que tous les projets en matière d'eau respectent les principes de participation des sujets concernés, le développement durable, la gestion intégrée des ressources hydriques et la transparence et soient totalement adaptés et sensibles aux cultures et aux valeurs locales.
- Mieux intégrer nos initiatives de coopération décentralisée avec celles d'autres régions/villes et aussi avec des initiatives de développement au niveau national et provenant d'organisations intergouvernementales.
- Vérifier la possibilité d'associer des projets de coopération décentralisée dans le secteur de l'eau à la construction de la paix et à la prévention des conflits.

Nous demandons aux représentants des gouvernements du G8 qui se réuniront à Evian, France, du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2003, de prendre en considération notre engagement concret, financier et politique comme une contribution pour obtenir des résultats positifs et tangibles lors de cet important Sommet du G8. Nous demandons que ce Sommet du G8 conduise à une nouvelle phase décisive de nos efforts pour affronter la crise hydrique globale et qu'il destine spécifiquement l'augmentation nécessaire de financements internationaux à la fourniture d'eau pour la vie et pour la paix.